

PRÉSIDENT DE L'UCCIA:

«Nous venons de réactiver l'accord cadre bilatérale signé entre Comores et Maurice»

Suite à la mise en place de la Commission Mixte Maurice-Comores, dans le cadre d'une mission conduite par le chef de l'Etat Azali Assoumani au mois d'avril dernier à Port-Louis, le président de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (Uccia), Ahmed Bazi, répond aux questions de Watwan'Eco.

«Avec l'objectif des Comores émergeant, Maurice est un modèle de développement réussi. On peut s'inspirer de ce qu'a fait ce pays pour parvenir là où il est parvenu aujourd'hui. Dans le domaine du tourisme, plus particulièrement, mais également dans d'autres secteurs où il va y avoir des accords tels que la santé, l'éducation et le transport», estime-t-il.

Lire page IV



Le Chiffre du Jour

6 millions de dollars

Les échanges commerciaux entre les Comores et l'île Maurice était évalués à hauteur de 6 millions de dollars en 2016, un peu plus de 2,7 milliards de francs. Des échanges qui peuvent s'accroître de manière exponentielle, à en croire la Commission Mixte permanente Comores-Maurice, si les entraves en termes de connectivités aériennes, maritimes et numériques sont levées.

Publi-reportage (pages II et III)

SCH : Une société en pleine expansion

A la veille de sa session ordinaire du Conseil d'administration, la Société comorienne des hydrocarbures (SCH) fait état de ses ambitions à venir et de sa santé actuelle. Jouissant du monopole de l'importation et de la distribution des produits pétroliers et leurs dérivés, la SCH fonce dans l'innovation pour mieux s'ancrer dans le développement. Et c'est ainsi qu'elle a jugé indispensable de revenir à ses anciennes amours en reprenant ses activités d'antan : importation et distribution du bitume, du gaz et autres lubrifiants qui sont autant de nouvelles cordes à son arc.



ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SCH, MOHAMED CHATUR BADAWI

«Une nouvelle page est en train de s'ouvrir pour la Société comorienne des Hydrocarbures»

PUBLIC
REPORTAGE

Pourquoi avez-vous conclu un partenariat avec Vitol?

Il faut savoir que cela s'est fait de façon fortuite. Quand je suis arrivé à la tête de la société, celle-ci avait un contrat avec IPG pour la fourniture des produits pétroliers. Je me suis rendu compte rapidement que celui-ci observait un procédé de surfacturation aux dépens de notre société. J'ai saisi la Banque Islamique, qui elle aussi, a reconnu le fait. En attendant d'y voir clair, il me fallait penser aux Comoriens en évitant une pénurie qui serait intervenue si nous n'avions pas agi assez vite. J'ai dû passer commande chez Vitol qui est, soit dit en passant, le fournisseur d'IPG. Ce qui revient à dire que la SCH traitait avec un intermédiaire alors qu'elle pouvait traiter directement avec le fournisseur d'IPG.

Je me dois de vous rappeler que Vitol n'est pas étranger dans le pays. Dans un passé récent, c'était en 2013 et 2014, ce fournisseur avait travaillé avec la SCH. D'ailleurs nous n'avons fait que reprendre et dépeussier le contrat qui le liait à notre société.

Une question de sécurité et de gain aussi...

Vitol a, heureusement, accepté de nous dépanner pour une première cargaison, puis une seconde au moment où, avec IPG nous étions à fin du contrat qui nous liait pour deux cargaisons. C'est au terme de ce contrat que nous avons engagé des négociations avec Vitol qui, je vous le répète, n'est pas un inconnu dans la maison. Notre but était d'établir un partenariat gagnant-gagnant avec lui. C'est exactement ce qui s'est passé.

Parce que, vous savez, chacun a pu constater la vétusté de nos dépôts et à Ngazidja et à Ndzuani. Il nous fallait parer au plus pressé. C'était une question de sécurité. Et de gain aussi.

Avec des infrastructures vétustes, le déchargement des hydrocarbures nous prenait cinq jours, voire sept au lieu de trois. Evidemment, nous devions payer plus.

Dès lors que nous réhabiliterions nos dépôts, et c'est ce que nous avons convenu, entre autres avec Vitol, nous sommes tous gagnants, nous en investissements, et lui dans la durée de fourniture des produits pétroliers. Dans ce contrat, il est entendu que nous n'aurons plus à payer de charges additionnelles comme cela se faisait jusqu'ici.

Mais il n'y a pas que la réhabilitation de certaines infrastructures. Il est également établi que nous augmenterons notre capacité de stockage, l'un des principaux problèmes de la SCH. Mais l'on bénéficiera aussi, aux termes de cet accord, de la formation de nos agents.

Vitol investira à hauteur de 10 millions de dollars. Ce que nous n'aurons jamais pu avec des fonds propres. Vitol financerait aussi une partie de l'usine de gaz butane.



Qu'en est-il de la capacité de stockage, justement ?

Nous voulons augmenter notre capacité de stockage de 3.500 mètres cubes. A Moroni, par exemple, nous avons une capacité de stockage de 1.500 mètres cubes pour l'essence, 4.600 pour le gasoil et 2.000 pour le Jet A1.

A Ndzuani, nous augmenterons la capacité actuelle de 1.300 mètres cubes. En ce moment, pour Mwali, nous sommes en train de finir la construction d'une citerne de 2.000 mètres cubes pour le gazole, 1.000 pour l'essence et 1.000 pour le kérosène.

Cette augmentation permettra une meilleure autonomie, puisque nous aurons un écart de deux mois entre deux cargaisons au lieu de 40 à 45 jours actuellement.

Les Comoriens sont conscients que la consommation en gazole s'est accrue avec le retour de l'électricité. La Mamwe consomme désormais 60.000 litres/jour au lieu de 35.000, il y a peu. Les délestages sont derrière nous, nous l'espérons. En tout cas, de notre côté, nous ne pouvons pas envisager une pénurie de carburant et nous ne pouvons que prier pour que celle-ci soit, elle aussi, derrière nous.

Pouvez-vous nous parler des perspectives de la SCH?

C'est d'abord le gaz. Nous sommes un pays insulaire et donc exposé aux aléas du changement climatique. Nous en sommes conscients. Nous devons, chacun à la hauteur de ses moyens, lutter contre la déforestation, le déboisement.

C'est pour cela que nous avons pensé à démocratiser l'utilisation des réchauds à gaz. Jusqu'ici, le gaz est réservé à une certaine catégorie de la population, l'élite. Les couches les moins favorisées recourent au fagot de bois pour faire la cuisine, les couches moyennes le kérosène dont on connaît les méfaits sur la santé et la sécurité de la population. Chacun de nous a un souvenir des incendies à l'issue, parfois, tragiques qu'ont connus certains de nos compatriotes.

Du gaz à un prix raisonnable pour le rendre largement accessible

Nous nous efforcerons de mettre sur le marché du gaz à un prix raisonnable pour le rendre largement accessible à la plus grande partie de la population.

L'état d'avancement du chantier est satisfaisant, nous attendons incessamment les équipements de l'unité de production. Avec cela, nous ferons d'une pierre deux coups : contribuer à l'effort du gouvernement dans son action pour l'environnement et lutter contre le chômage par les emplois qui vont être créés.

Aux nouveaux produits que sont le bitume et le gaz, après le gazole, l'essence et le kérosène, vient s'ajouter un autre : les lubrifiants.

Actuellement nous sommes en négociation avec Shell qui n'est plus à présenter. Nous avons souvent eu dans le pays de l'huile de mauvaise qualité souvent recyclée. C'est un risque que nous ne voulons pas prendre surtout avec l'acquisition de nouveaux groupes électrogènes. La solution était donc que nous en commandions nous-même pour éviter les mauvaises et désagréables surprises. Nous voulons être le représentant agréé de Shell.

Suivre la politique mise en place par le président de la République

Une précision au sujet du bitume. En ajoutant cette nouvelle corde à notre arc, nous ne faisons que suivre la politique mise en place par le président de la République. Nous allons vendre du bitume de bonne qualité à un prix compétitif. Nous estimons que nous devons jouir de ce monopole comme prévu par la loi.

Enfin, vous savez, j'ai hérité d'une société dans laquelle il n'y avait pas de citerne d'eau avec toutes les conséquences que cela suppose. Nous venons de terminer la construction d'une citerne d'eau.

Nous renforçons les mesures de sécurité pour pallier aux risques. Nous sommes également en train de mettre en place des mesures préventives dans nos dépôts. L'Etat comorien est témoin. Une nouvelle page est en train de s'ouvrir pour la Société Comorienne des Hydrocarbures■

Le Jet A1, ce produit qui relie le pays au monde

Le Jet A1, ou kérosène pour les avions,

est le produit qui, en quelque sorte, relie le pays au monde. Sans ce produit, aucun avion ne toucherait les Comores. Nul besoin d'être clerc pour comprendre que le Jet A1 doit être, plus que les autres produits pétroliers, le plus propre, le plus irréprochable.

A la recherche de la qualité, mais aussi pour mieux assurer la sécurité des avions, une ligne spéciale Jet A1 est en cours d'installation qui va relier directement les pétroliers au bac Jet A1 au dépôt de Moroni.

D'une méticulosité parfois à susciter les critiques de ses collaborateurs, Abi Abdallah Youssouf, le directeur des opérations (DO), garde ses deux yeux bien ouverts sur ce produit à l'aéroport international

Moroni Prince Saïd Ibrahim.

Pour pouvoir servir efficacement les avions, la SCH dispose de plusieurs bacs à l'aéroport international de Hahaya, un premier pour la réception du produit livré depuis le dépôt de Moroni par les camions de la société, un second pour la décantation et un troisième, enfin, dit bac de service, qui assure le plein des avions.

Toujours dans le sens d'assurer la sécurité des avions, la SCH s'est dotée récemment d'un camion ravitailleur neuf, dernière génération. Avec ce laboratoire roulant – permettez-nous cette expression – la société des hydrocarbures se veut être à la pointe de l'innovation pour bien servir le pays■



Depuis plus de trente ans, la SCH s'était focalisée sur l'importation et la commercialisation d'un seul produit, en l'occurrence le carburant (les produits blancs). Aujourd'hui, elle entend faire usage du monopole dont elle jouit en misant sur le gaz.

Pour cette nouvelle activité, la société des hydrocarbures projette la création de 165 emplois dont 97 directs...

...Vers la création d'une usine de production de gaz domestique

Assitôt après sa nomination à la direction générale de la Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH), Mohamed Chatur Badaoui a entrepris une série de réformes courageuses qui ont permis, à ce jour, l'assainissement de la société et la création de nombreux emplois directs et indirects. Dirigeant une société détentrice du monopole de l'importation et de la distribution des produits pétroliers et dérivés, il a décidé, en concertation avec ses collaborateurs, d'engager une politique de diversification des activités de la société. L'objectif, ici, est de permettre à la SCH de créer des emplois supplémentaires en vue de réduire, en attendant de pouvoir l'enrayer totalement, le chômage des jeunes. C'est ici que l'ambition du chef d'entreprise rencontre celle du président Azali Assoumani, l'auteur de la fameuse expression «Un jeune, un emploi», animé par cette volonté de ne laisser aucun Comorien, aucun jeune surtout, au bord du chemin. L'émergence, telle qu'il la conçoit, ne saurait se frayer sa voie qu'en agissant ainsi. La loi N°80-27 accorde, en effet, à l'entreprise le monopole de tout produit pétrolier ainsi que ses dérivés (gaz, lubrifiants, etc.). Depuis plus de trente ans, la SCH s'était focalisée sur l'importation et

tion, insistera-t-il, que le gaz reste ce produit de luxe aux Comores à un moment où le monde a évolué avec ses problèmes environnementaux. «Notre façon à nous, ici à la SCH, de contribuer à la protection de l'environnement, est de réduire avant de pouvoir éradiquer l'utilisation du bois pour faire la cuisine», a insisté l'inspecteur général. A son avis – et il n'a pas tort – la déforestation est due, pour une large part, à l'utilisation du bois pour la cuisine. Les équipements attendus par la SCH permettront à la société, une fois ravitaillée en gaz liquide, de procéder à sa mise en bouteille sur place et à sa distribution sur tout le pays. Le siège de cette nouvelle branche d'activité est déjà en chantier, en attendant l'arrivée de tous les équipements nécessaires pour le lancement des activités. Selon une étude réalisée par des techniciens de la société, cette usine sera en mesure de produire du gaz en quantité suffisante pour les besoins de la population, en assurant un stock permanent. Dans un premier temps, il est projeté la production de 2.000 bouteilles par jour avec cette possibilité, pour les consommateurs, d'acheter du gaz directement à la SCH. Si l'usine est construite à Moroni, il n'en



la commercialisation d'un seul produit, en l'occurrence le carburant (les produits blancs). Aujourd'hui, elle entend faire usage du monopole dont elle jouit en misant sur le gaz. Avant les années 1980, la SCH était la seule productrice de gaz aux Comores avant de céder l'activité à Gazcom. «Avec la volonté du président de l'Union des Comores d'alléger les conditions de vie des ménages et pour la création d'emplois, nous avons jugé nécessaire d'ouvrir une usine de production et de remplissage de gaz», dira l'inspecteur général Saïd Ahmed Saïd Hassani. Selon lui, l'objet de la mise en place de cette usine est de faire du gaz un produit de consommation courante. Plus ques-

demeure pas moins que les directions régionales de la SCH auront un rôle important à jouer pour que tous les Comoriens, dans toutes les îles, puissent avoir accès au gaz. Avec une population estimée à 834.484 habitants en 2017 et ses 140.718 ménages, la SCH estime qu'au début de l'opération, 14.072 consommateurs potentiels pourront se servir du gaz à raison de 13 kg par ménage et par mois soit un volume de consommation mensuelle totale de 352 m³. La capacité mensuelle de stockage, elle, s'élève à 400 m³. Il faut noter, enfin, que pour cette nouvelle activité, la société des hydrocarbures projette la création de 165 emplois dont 97 directs■

De nouveaux produits pour une meilleure expansion

«Nous avons travaillé main dans la main avec la direction des travaux publics pour nous assurer que la qualité sera au rendez-vous». C'est en ces termes que Saïd Ahmed Saïd Hassani (connu sous le surnom de Rodin), inspecteur général de la Société comorienne des hydrocarbures (SCH) nous a parlé du bitume, un nouveau produit déjà mis sur le marché par la société pour diversifier ses produits.



Les infrastructures routières faisant partie des priorités du président Azali, la direction générale de la Société comorienne des hydrocarbures, soucieuse d'apporter sa pierre à l'édifice, a entrepris de mettre la SCH sur cette voie. «C'est du bitume de grande qualité vendu à un prix très accessible à tous», a confirmé l'inspecteur général, le numéro 2 de la maison. Si la qualité est là, la quantité aussi. Toutes les dispositions ont été prises pour éviter les ruptures de stock. «Notre action en ce qui concerne le bitume, se conforme aux projets routiers en cours entrepris par le gouvernement», précise Saïd Ahmed Saïd Hassani dont le souci est de faciliter la tâche aux entreprises qui travaillent dans le secteur de la construction des routes.

L'ingrate tâche de passer commande à l'extérieur et attendre pour subir

Désormais celles-ci se trouvent dispensées de l'ingrate tâche de passer commande à l'extérieur et attendre pour subir, des fois, les aléas de toute sorte dans une telle entreprise. En se ravitaillant sur place, auprès d'un fournisseur connu, elles sauront, en cas de pépin, à qui s'adresser rapidement et facilement. Et si d'aventure, la qualité du produit ne convient pas à l'usage souhaité par l'une des sociétés opérant dans le secteur, la SCH se met à sa disposition pour lui commander et lui livrer le bitume désiré. La société espère, c'est son souhait en tout cas, que de par la qualité du produit qu'elle vient de mettre sur le marché, les Comores pourront se construire des routes plus résistantes et qui dureront plus longtemps. A quelques dizaines de mètres des bureaux de la SCH, à Moroni, l'on peut voir d'innombrables

fûts de bitume qui s'alignent à perte de vue. Déjà, une bonne quantité est prête à être acheminée sur Ndzuani et Mwali avec un total de près de soixante-dix containers. Pour les responsables de la SCH, en payant les taxes douanières pour rendre le produit moins cher pour les entreprises, c'est une contribution à la construction du pays selon la vision chère au chef de l'Etat de faire des Comores un pays émergent. Cette nouvelle activité de la SCH est aussi pour ses dirigeants une façon très classique de réduire le chômage. Car la société qui a déjà recruté pas mal de jeunes, compte embaucher encore. Les nouvelles recrues sont des jeunes qui, jusque-là, étaient sans emploi. Faut-il rappeler que ce n'est pas la première fois que la SCH vend du bitume? Dans un bref entretien avec le directeur général de la SCH, Mohamed Chatur Badaoui a rappelé que tous les produits, bitume, gaz ou lubrifiants déjà ou qui seront bientôt mis sur le marché ne constituent pas des nouveautés. Par le passé, on s'en souvient, la Société travaillait dans ces domaines. Il faut noter, enfin, que la société ne fait pas dans le hasard. En tout premier lieu, soulignons les quinze emplois directs nés de cette nouvelle activité. Ayant méticuleusement enquêté auprès des pouvoirs publics et des entreprises des travaux publics, la SCH évalue les besoins à plus de 8.000 tonnes de bitume pour un total de plus de 173 kilomètres de routes à construire sur l'ensemble du pays■

L'importation et la commercialisation des lubrifiants automobiles

Près d'une vingtaine d'emplois directs et plus de 55 indirects vont être créés par la Société comorienne des hydrocarbures (SCH) dès qu'elle lancera sa nouvelle activité d'importation et de commercialisation des lubrifiants automobiles en partenariat avec une société française, Shell, avec laquelle elle est entrée en pourparlers. Et dont elle souhaite devenir son distributeur agréé aux Comores. Les négociations avancent bien. Pour Mohamed Chatur Badaoui, le directeur général de la SCH, il faudrait assurer à la population des lubrifiants de qualité pour leurs véhicules afin de mettre fin à l'usage d'huiles recyclées et de qualité douteuse qui inondent le marché comorien et abîment souvent les véhicules. La SCH fera l'importation et la distribution au profit des grossistes. La population aura ainsi le choix entre des produits sûrs avec une société qualifiée et éviter d'acheter des huiles non certifiées. Les études réalisées par la SCH pour cette nouvelle activité lui ont permis de dresser un réalisme de quantité nécessaire aux entreprises et au parc automobile comorien pour un trimestre, s'agissant des véhicules vieux de 5 à 15 ans. Toutes ces prévisions prouvent du sérieux de la société qui n'entend pas jouer les amateurs dans un domaine aussi vital pour l'économie nationale.

APRÈS LA MISE EN PLACE DE LA COMMISSION MIXTE MAURICE-COMORES «Pour les Comores, Maurice pourrait être un modèle dans bien de domaines»

«Je pense surtout que les secteurs où nous avons beaucoup à faire avec Maurice, nous pouvons bénéficier du savoir faire et de l'expertise dont ce pays dispose et qui est reconnu internationalement. Pour les Mauriciens, les Comores ont des secteurs potentiels d'investissement qui sont importants pour eux».

Après la première réunion mixte Comores-Maurice, le président de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, Ahmed Bazi, a bien voulu répondre à nos questions.

Qu'est ce qui est ressorti de la première réunion mixte Comores-Maurice?

Cette mission a servi à l'activation de l'accord cadre bilatérale signé entre Comores et Maurice. Il faut rappeler que les deux pays ont signé un accord cadre en 2014, mais que c'est cette année, sous l'impulsion du président Azali, que ça été réactivé.

Quels sont les objectifs de cette commission?

L'objectif de cette commission est de renforcer la coopération entre les deux pays de manière à ce que chacun puisse en tirer profit.

Nous sommes dans une même sous région, nous sommes des pays qui ont à peu près la même taille et nous sommes appelés, de part notre appartenance à cette zone là, à coopérer.

Et pour nous, les Comores, avec l'objectif fixé par le président, Comores émergeant en 2030, Maurice est un modèle sur le quel on peut s'inspirer sur bien des choses pour notre développement.

Dans le volet économique, quels sont les secteurs d'activités que les deux pays vont pouvoir échanger leurs expérience et investir?

Je pense surtout que les secteurs où nous avons beaucoup à faire avec Maurice, nous pouvons bénéficier du savoir faire et de l'expertise dont ce pays dispose et qui est reconnu internationalement.

Pour les Mauriciens, les Comores ont des secteurs potentiels d'investissement qui sont importants pour eux.

Aujourd'hui ils se lancent à la conquête de l'Afrique et les Comores sont juste à côté avec des potentiels d'investissements pour les investisseurs mauriciens.

Il est clair que les domaines phares auxquels on reconnaît à Maurice une grande expertise, c'est dans le domaine du tourisme, ses sous secteurs et l'hôtellerie. Il se trouve que les Comores peuvent elles aussi apporter beaucoup à ce secteur et on s'y intéresse beaucoup. Il a été identifié comme un secteur très porteur pour le développement des Comores et cela nous impose de nous rapprocher de Maurice et de construire ensemble un partenariat gagnant-gagnant. Les Mauriciens peuvent réaliser des investissements et nous on va développer ces secteurs.

Quels sont les finalités de cette coopération bilatérale?

Au bout, c'est de faire des affaires, et bien entendu de tirer les deux pays vers plus de développement.



«Les domaines phares auxquels on reconnaît à Maurice une grande expertise, c'est le tourisme, ses sous secteurs et l'hôtellerie. Il se trouve que les Comores peuvent elles aussi apporter beaucoup à ce secteur et elles s'y intéressent beaucoup étant identifié comme un secteur très porteur pour le développement des Comores. Cela nous impose de nous rapprocher de Maurice et de construire ensemble un partenariat gagnant-gagnant».

Qu'avons-nous à tirer du développement de l'île Maurice ?

Avec l'objectif des Comores émergeant, Maurice est un modèle de développement réussi. On peut s'inspirer de ce qu'a fait ce pays pour parvenir là où il est parvenu aujourd'hui. Plus particulièrement dans le domaine du tourisme et mais aussi dans d'autres secteurs où il y a avoir des accords tels que la santé, l'éducation et le transport.

Quels en sont les obstacles qui constituent un frein aux échanges entre les deux pays?

Les contraintes qui constituent des obstacles sont la connexion aérienne, maritime et les télécommunications. Ce sont les verrous qu'il faudra lever pour que cette coopération puisse être effective.

Pour ce qui est du transport aérien, il y'a déjà eu des propositions de solution. A l'issue de cette rencontre, le gouvernement mauricien a pris l'engagement de mettre en place une ligne aérienne entre Port Louis et Moroni dans les six mois. D'autre part, la compagnie privée comorienne, Inter île, a programmé un vol Moroni-Port Louis et elle attend d'obtenir l'autorisation de l'aviation civile mauricienne pour opérer.

Au niveau maritime, l'initiative a été prise de faire des études pour la mise en place d'une ligne de cabotage Comores-Maurice pour permettre une fluidité et une rapidité qui vont augmenter les échanges entre les deux pays.

*Propos recueillis par
Abouhariat Saïd Abdallah*



Le comité national de la Commission mixte reçu à Beit Salam en aril

Watwan'Eco* - Bp 984 - Magudjuu, Moroni Union des Comores - Tl : 773.44.48

Directeur de la publication: Ahmed Ali Amir - Rédacteur en chef général: Mohamed Inoussa - Rédacteur en chef adjoint : Kamardine Soulé - Secrétariat de rédaction, maquette et réalisation : Hassane Mondjié (Madjuwani hasani) - Correction sur épreuve : Ahmed Ali Amir. Images : Ibrahim Youssouf, Charane Mohamed. A participé à la rédaction de cette édition : Abouhariat Saïd Abdallah. *Watwan'Eco est un supplément du quotidien Al-watwan